

Séjour euro-américain de Jean Ping

Une mission qui sonne le glas de la junte

Par DE

C'est incontestable une avancée significative vers la reconnaissance de la souveraineté du Gabon par la communauté internationale. Une posture qui signifie que la terre est en train de se dérober dangereusement sous les pieds de la junte. Le séjour de Jean Ping en France et aux Etats-Unis d'Amérique, de par son retentissement politique et médiatique, est un pas important franchi dans la bataille que le président élu par les Gabonais, mène pour se voir rétabli dans son droit. L'homme a su trouver les mots et formules pour convaincre tous ceux qui, en France, en Europe et aux Etats-Unis, voulaient passer à autre chose. Même les palais qui lui sont restés fermés au nom d'une certaine « *Françafrique* » se sont tout d'un coup ouverts. Le palais de l'Elysée et le Quai d'Orsay, siège ministère français des Affaires étrangères. Les soutiens de BOA à ces deux places fortes de la vie politique française, François Hollande et Jean-Marc Ayrault, n'ont pas personnellement reçu le président élu des Gabonais, pour des raisons diplomatiques parfaitement compréhensibles. Ils ont chargé des collaborateurs de niveau assez élevé, le conseiller Afrique du chef de l'Etat français d'une part, et le chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères d'autre part, de s'entretenir avec Jean Ping. Il est clair qu'à ces occasions, l'intéressé a indiqué sa décision « d'aller jusqu'au bout ». Il est tout à fait clair aussi que ses interlocuteurs français, qui n'étaient que des relais de la parole de Jean Ping, ont aussitôt transmis à leurs patrons respectifs la pensée profonde de celui-

ci. Elle est simple. Et il l'a développée lors de son entretien sur France 24 mercredi soir. A l'attention des opinions publiques française et gabonaise : que chacun dise ce qu'il sait. Que chacun fasse ce qu'il doit faire en conséquence. Surtout que cette France, venant en appui de la communauté internationale, avait conseillé à Jean Ping de s'adresser aux institutions « mafieuses » du Gabon pour vider le contentieux électoral. Il ne saurait être question pour cette France et cette communauté internationale de vouloir « se dédouaner » maintenant en essayant d'imposer l'imposture. Ces paroles ont été consignées dans des notes à l'attention de François Hollande et Jean-Marc Ayrault. C'est dire que ces personnalités sont bien au fait de la demande de Jean Ping et de ses intentions pour l'avenir.

C'est une situation nouvelle qui brouille les certitudes de la junte. Ses soutiens français sont ébranlés par le retour de l'implication directe des parlementaires français dans la crise gabonaise. François Hollande et Jean-Marc Ayrault ne pourront plus désormais se contenter de « gérer » la crise gabonaise à la seule lumière des rapports tronqués de l'ambassadeur de France au Gabon. Ils sont désormais conscients que les représentants du peuple français, députés et sénateurs, ainsi que l'opinion française elle-même, via la presse, suivent désormais de près les initiatives de la France sur ce dossier. Tout comme l'exécutif français est conscient que l'opinion publique européenne suit également la résolution de ce cas flagrant de déni démocratie au Gabon. Les parlementaires européens se sont saisis de la question gabonaise au cours d'une réunion de la commission paritaire ACP-UE. Et les peu-

ples européens suivent les manifestations héroïques de la diaspora gabonaise. Allant jusqu'à traquer les responsables de la junte partout sur leur sol. A l'image de ce que vit Marie-Madeleine Mborantsuo actuellement aux Etats-Unis. Il devient donc difficile pour des démocrates comme Manuel Valls ou François Hollande de vouloir soutenir un autre choix que celui de la démocratie au Gabon. Ils viennent du reste d'en faire la démonstration en félicitant l'élection surprise par le peuple américain de Donald Trump contre Hilary Clinton. Ils seront contraints d'aller dans le sens du rapport très attendu de l'Union européenne. Surtout qu'il est piloté par les représentants du peuple européen : les eurodéputés.

Jean Ping a réussi à mettre l'opinion européenne de son côté. Notamment en faisant introduire la question gabonaise à l'ordre du jour du Parlement français. Haut lieu du baromètre de l'opinion publique française. Tout pouvoir démocratique, et la France en fait partie, sait qu'il ne peut pas survivre en s'opposant à la volonté de son opinion publique. Les Français, qui manifestent tous les samedis en France aux côtés de la diaspora gabonaise, exigent le rétablissement de la vérité des urnes au Gabon. François Hollande et Manuel Valls ne peuvent pas l'ignorer très longtemps. Malgré leur amitié pour BOA. Ils sont contraints l'un et l'autre de lâcher la junte militaro-putschiste au pouvoir au Gabon. C'est en cela que la mission de Jean Ping en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique sonne le glas de ces assassins qui tentent de s'imposer par la force des armes au peuple gabonais.